



DEPUTES GDR

Communiqué

Paris, 30 janvier 2024

Attal, un discours de politique générale néolibéral et réactionnaire

Le nouveau Premier ministre a confirmé dans sa déclaration de politique générale être le commissaire politique du Président Emmanuel Macron pour poursuivre son œuvre. Une œuvre de défaisance sociale mise en application depuis 2017.

Alors que le logement, l'emploi, la santé, l'école sont parmi les premières préoccupations des Français, il leur promet le pire. Il est le premier gouvernement à remettre en cause la loi SRU, en pleine crise du logement. Il a confirmé que les droits des chômeurs continueront d'être rognés et a annoncé une réforme du Smic inquiétante quand il s'agirait de le conforter et de revaloriser l'ensemble des salaires. Il n'a annoncé aucune revalorisation des conditions de travail des professionnels de santé qui n'arrivent plus à faire face à la pénurie de personnels et qui ne peuvent garantir aux Français des soins à la hauteur des besoins. Il a confirmé l'aggravation de la ségrégation sociale à l'école, sans faire aucune annonce sur l'augmentation des salaires des enseignants.

Il y a aussi ce qu'il a passé sous silence : aucune annonces sérieuses sur l'environnement et la biodiversité, aucune annonces crédibles sur l'agriculture, la pêche et la souveraineté alimentaire. Pas un mot sur les factures d'énergie qui vont exploser, les franchises médicales qui vont augmenter, la situation internationale et celle des territoires dits d'Outre-mer.

En revanche, si ces annonces s'ancrent dans la continuité de l'action des précédents gouvernements, le Premier ministre a donné à voir sa marque de fabrique : la volonté de mettre au pas et l'autorité. Il ajoute désormais au projet néolibéral une patine réactionnaire.